



Groupement de Coopération Sanitaire
Groupement Régional d'Achats Multi-segments
(GCS GRAM)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Fourniture de gants non stériles et de masques

Etabli par application du code de la commande publique

Préambule : présentation du GCS GRAM

Les établissements publics sanitaires et médico-sociaux des Hauts-de-France affirment leur volonté commune d'optimiser leurs achats à travers une logique conjointe, conformément aux préconisations du programme PHARE (Performance hospitalière pour des achats responsables).

Les objectifs du GRAM sont de :

- Fédérer les professionnels des établissements membres du GRAM autour d'un partage d'expertise, de savoir-faire, de services, dans le domaine des achats et des approvisionnements et de la logistique ;
- S'assurer, pour chacune des procédures lancées, de la conduite d'une démarche d'achats professionnalisée visant la performance des achats, notamment par la définition d'une stratégie d'achats, l'activation de leviers pertinents et la fixation d'objectifs de gains achats.

Les procédures d'achats sont conduites dans l'objectif de satisfaire quantitativement et qualitativement les besoins des services utilisateurs des produits ou prestations achetés. Elles sont menées au service et dans l'intérêt des patients et résidents des établissements membres du GRAM.

Le GCS GRAM coordonnateur du groupement, est le pouvoir adjudicateur agissant juridiquement pour les membres de ce groupement.

Le GCS GRAM opère dans le respect des missions, des activités et des choix de gestion de ses adhérents. L'implication de l'un de ses adhérents dans l'une quelconque des opérations d'Achats initiées par le GCS ne peut se concevoir sans l'accord de cet adhérent.

L'administrateur du GCS signe avec le ou les cocontractant(s) retenu(s) les marchés.

En aucun cas, le GCS n'aura la charge de l'exécution du marché au nom de ses adhérents, à l'exception de certains des actes juridiques pris au nom du groupement et indiqués au cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le pouvoir adjudicateur - Etablissement coordonnateur du GCS GRAM :

GCS GRAM
Avenue Léon Blum - BP 40319
60021 BEAUVAIS Cedex

A ce titre, l'Administrateur du GCS GRAM est le seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés.

1.1 Objet

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture de gants non stériles et de masques répondant aux besoins des établissements membres du GCS GRAM qui se sont engagés.

Il aboutira à la conclusion d'un accord-cadre, divisé en 21 lots, entre le GCS GRAM, représenté par son coordonnateur et chaque opérateur économique. Les lots sont répartis de la manière suivante :

1.2 Décomposition du marché

Lot	Intitulé	Sous-lot	Description
1	Gants d'examen non stériles vinyle, non poudrés	1/1	Longueur + ou - 240 mm Taille XS 5/6
		1/2	Longueur + ou - 240 mm Taille S 6/7
		1/3	Longueur + ou - 240 mm Taille M 7/8
		1/4	Longueur + ou - 240 mm Taille L 8/9
		1/5	Longueur + ou - 240 mm Taille XL 9/10
2	Gants d'examen non stériles nitrile, non poudrés	2/1	Longueur + ou - 240 mm Taille XS 5/6
		2/2	Longueur + ou - 240 mm Taille S 6/7
		2/3	Longueur + ou - 240 mm Taille M 7/8
		2/4	Longueur + ou - 240 mm Taille L 8/9
		2/5	Longueur + ou - 240 mm Taille XL 9/10
		2/6	Longueur + ou - 290 mm Taille XS 5/6 facultatif
		2/7	Longueur + ou - 290 mm Taille S 6/7
		2/8	Longueur + ou - 290 mm Taille M 7/8
		2/9	Longueur + ou - 290 mm Taille L 8/9
		2/10	Longueur + ou - 290 mm Taille XL 9/10
		2/11	Longueur + ou - 400 mm Taille XS 5/6 facultatif
		2/12	Longueur + ou - 400 mm Taille S 6/7
		2/13	Longueur + ou - 400 mm Taille M 7/8
		2/14	Longueur + ou - 400 mm Taille L 8/9
		2/15	Longueur + ou - 400 mm Taille XL 9/10

3	Gants d'examen non stériles latex, non poudrés	1/1	Longueur + ou - 240 mm Taille XS 5/6
		1/2	Longueur + ou - 240 mm Taille S 6/7
		1/3	Longueur + ou - 240 mm Taille M 7/8
		1/4	Longueur + ou - 240 mm Taille L 8/9
		1/5	Longueur + ou - 240 mm Taille XL 9/10
4	Gants d'examen non stériles vinyle élastique, non poudrés	4/1	Longueur + ou - 240 mm Taille XS 5/6
		4/2	Longueur + ou - 240 mm Taille S 6/7
		4/3	Longueur + ou - 240 mm Taille M 7/8
		4/4	Longueur + ou - 240 mm Taille L 8/9
		4/5	Longueur + ou - 240 mm Taille XL 9/10
5	Gants d'examen non stériles nitrile (ou autre matière) sans accélérateur de vulcanisation, non poudrés	5/1	Longueur + ou - 240 mm Taille XS 5/6
		5/2	Longueur + ou - 240 mm Taille S 6/7
		5/3	Longueur + ou - 240 mm Taille M 7/8
		5/4	Longueur + ou - 240 mm Taille L 8/9
		5/5	Longueur + ou - 240 mm Taille XL 9/10
6	Gants en polyéthylène non stérile, non poudrés, transparent, taille unique, protection de 1er niveau		Toutes tailles
7	Masque chirurgical de type II à attaches auriculaires		M
			L
8	Masque chirurgical Type IIR à lien, pour bloc opératoire avec système antibuée		Toutes tailles
9	Masque chirurgical de type IIR à liens		Toutes tailles
10	Masque chirurgical Type IIR à attache auriculaire		Toutes tailles

11	Masques chirurgical pédiatrique 1 à 5 ans		
12	Masques chirurgical pédiatrique 5-12 ans		
13	Appareil de protection respiratoire FFP2, adulte à attache crânienne		S
	Appareil de protection respiratoire FFP2, adulte à attache crânienne		M
	Appareil de protection respiratoire FFP2, adulte à attache crânienne		L
14	Appareil de protection respiratoire FFP2 pédiatrique		Toutes tailles
15	Appareil de protection respiratoire FFP2 à charbon pour traitement endoscopie		Toutes tailles
16	Masque chirurgical transparent adulte (permettant de voir les lèvres)		Toutes tailles
	Masque chirurgical transparent pédiatrique (permettant de voir les lèvres)		
17	Masque chirurgical type IIR à liens et à visière		Toutes tailles
18	Appareil de protection respiratoire FFP2, adulte à attaches		Toutes tailles

	crânienne au format plis		
19	Appareil de protection respiratoire FFP2, adulte à attaches crânienne au format coque		Toutes tailles
20	Appareil de protection respiratoire FFP3 à charbon (risque chimique gaz et vapeur inorganique (gris) ex formol)		Toutes tailles
21	Un masque filtrant universel réutilisable EN 405 FFP2 ABEK universel protégeant de la majorité des gaz et vapeur		Toutes tailles

1.3 Forme, durée et modalités de reconduction

Le marché est un accord-cadre à émission de bons de commande mono attributaire en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre mono attributaire est passé pour une période ferme de 24 mois, à compter de la date de notification. Il est reconductible jusqu'à 2 fois 12 mois, tacitement, pour une durée totale (période initiale et reconductions successives) de 48 mois.

Selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée au plus tard 2 mois avant la fin de la période du marché en cours.

1.4 Indication des montants/quantités (accord cadre à émission de bons de commande)

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique et compte tenu de

l'incertitude des volumes et montants commandés, le marché est passé sans minimum et avec maximum que ce soit en valeur ou quantité.

A titre indicatif, les quantités prévisionnelles sont indiquées dans le catalogue des besoins. Ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle et ne sauraient engager le pouvoir adjudicateur sur celles-ci.

Le présent accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un maximum annuel.

Lot 1 : 280 000 euros par an

Lot 2 : 2 000 000 euros par an

Lot 3 : 200 000 euros par an

Lot 4 : 300 000 euros par an

Lot 5 : 50 000 euros par an

Lot 6 : 50 000 euros par an

Lot 7 : 50 000 euros par an

Lot 8 : 50 000 euros par an

Lot 9 : 60 000 euros par an

Lot 10 : 60 000 euros par an

Lot 11 : 200 000 euros par an

Lot 12 : 60 000 euros par an

Lot 13 : 400 000 euros par an

Lot 14 : 50 000 euros par an

Lot 15 : 50 000 euros par an

Lot 16 : 50 000 euros par an

Lot 17 : 60 000 euros par an

Lot 18 : 200 000 euros par an

Lot 19 : 50 000 euros par an

Lot 20 : 50 000 euros par an

Lot 21 : 50 000 euros par an

1.5 Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Des marchés négociés pourront être passés ultérieurement, sans obligations de publicité ni mise en concurrence, notamment pour la réalisation éventuelle de prestations similaires, selon les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Des marchés négociés peuvent être passés ultérieurement, sans obligations de publicité ni mise en concurrence, notamment pour la réalisation éventuelle de prestations complémentaires, selon les dispositions de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 : Confidentialité et sécurité

2.1 Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

2.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

2.3 Mesures de sécurités

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 3 : Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont les exemplaires conservés dans les archives de l'administration font seuls foi :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification de marché ;
 - Annexe 3 – Remise catalogue
 - Annexe 4 – Remises complémentaires
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
 - Annexe 1 – Adhérents du GCS GRAM à la consultation
 - Annexe 2 – Informations fournisseur
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
 - Annexe 5 – Le cadre de réponse technique
 - Les catalogues des produits
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et les modifications de marché, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
6. Le dossier technique reprenant tous les éléments attendus du C.C.T.P
7. L'INSTRUCTION N° DGOS/PHARE/2024/36 du 20 mars 2024 relative à la sécurisation du processus d'approvisionnement souverain en fournitures, produits de santé et équipements critiques ;

Outre les documents constituant le dossier de consultation, le titulaire est tenu de se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les décrets, arrêtés, règlements, normes, textes officiels réglementant son cadre juridique et recommandations en vigueur.

ARTICLE 4 : Délais et conditions d'exécution du marché

4.1 Commandes

Les commandes seront passées au moyen de bons de commande par le représentant légal de chaque établissement du GCS GRAM et comporteront au minimum :

- La date de commande,
- La référence au marché,
- La désignation précise du produit,
- La quantité commandée,
- Le lieu de livraison

4.2 Modalités et conditions de livraison

Les livraisons se feront selon les conditions fixées par chaque établissement engagé dans la présente consultation.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes.

Le délai de livraison et ses jours de livraison à compter de la réception de la commande seront précisés dans le mémoire technique du titulaire. Ce délai pourra être allongé sur indication spécifique du bon de commande de chaque adhérent.

Les bons de livraison seront accompagnés d'un bordereau numéroté, mentionnant :

- le nom du titulaire du marché
- la date de livraison
- les références de la commande et du marché
- la dénomination du ou des produits livrés (y compris la marque)
- les quantités livrées
- les prix unitaires H.T.
- adresse de livraison,
- N° de lot
- caractéristiques essentielles de la fourniture,
- mode de conditionnement des produits livrés,
- quantités réellement livrées

Le bulletin de livraison sera établi en double exemplaire et l'un des deux, signé par le magasinier sera remis au livreur et vaudra procès-verbal de réception si la vérification qualitative et quantitative est satisfaisante.

Le titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour que les marchandises parviennent en parfait état, il est responsable du transport jusqu'au lieu de livraison. Il est donc seul responsable des détériorations et des retards qui pourraient être constatés à la livraison qu'elle soit assurée par son propre personnel ou par un transporteur.

Toute fourniture non conforme au bon de commande est refusée de plein droit. Il en est de même pour toute livraison n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande.

En cas d'enlèvement des marchandises directement à l'usine du titulaire, le chargement sera de la responsabilité du titulaire, tandis que le transport et déchargement des marchandises seront sous la responsabilité de l'établissement.

- Véhicules

Les véhicules seront parfaitement propres et équipés d'un hayon arrière impérativement en fonction des contraintes de livraison et de déchargement.

Les risques afférents au transport et à la livraison des fournitures sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination finale.

La manutention relative à la fourniture des produits sera réalisée jusqu'à l'établissement ; le chauffeur / livreur devra assurer le déchargement de la livraison en parfaite autonomie, avec son propre matériel de manutention, tout en respectant les règles de sécurité propre à l'établissement.

Le fournisseur est tenu d'effectuer ses livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans les établissements. Tout dégât occasionné lors de la livraison sera à la charge du titulaire.

- **Emballages**

Les emballages sont d'une qualité permettant la protection des produits contre toute avarie. Le transporteur doit assurer le maintien en bon état des emballages. Dans le cas contraire la marchandise sera automatiquement refusée.

Le conditionnement doit assurer une protection convenable du produit. Les matériaux utilisés doivent être propres et ne doivent pas causer aux produits des altérations internes ou externes.

Les conditionnements et emballages des produits doivent être suffisamment solides afin de permettre leur délutage et leur empilement lors des différentes opérations de déemballage et d'allotissement réalisées par l'acheteur. Ils ne doivent entraîner aucun risque d'écrasement des produits.

4.3 Rupture ponctuelle d'un produit

En cas de rupture locale d'un produit concernant un ou plusieurs Bénéficiaires, le Titulaire est tenu de proposer un produit de substitution dans un délai minimum de 7 jours avant la date présumée de la rupture, cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire. Les Bénéficiaires donnent leur accord pour la proposition de substitution. Cette situation ne peut excéder 6 mois et doit avoir un caractère exceptionnel.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque Bénéficiaire concerné pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution par défaut aux frais et risques du Titulaire, le Titulaire étant dans cette hypothèse réputé avoir manifesté sa défaillance du fait de son incapacité à proposer un produit de substitution.

En cas de rupture nationale d'un produit, dans le cas où le Titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation au pouvoir adjudicateur dans un délai de 7 jours minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Le Titulaire adresse un échantillon et la fiche technique du produit au pouvoir adjudicateur. Ce dernier donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du

produit et se chargera d'en informer les Bénéficiaires. Cette substitution ne peut excéder 6 mois et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque Bénéficiaire pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution par défaut aux frais et risques du Titulaire, le Titulaire étant dans cette hypothèse réputé avoir manifesté sa défaillance du fait de son incapacité à proposer un produit de substitution.

4.4 Arrêt ou rupture de commercialisation d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le Titulaire propose au pouvoir adjudicateur un produit de remplacement dans un délai de 1 mois minimum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le pouvoir adjudicateur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que les produits retenus initialement au marché.

En effet, la qualité du produit devra être égale ou supérieure au produit dont l'arrêt de commercialisation est constaté.

Aussi le prix de vente du produit de substitution pourra être inférieur ou identique, mais en aucun cas supérieur au modèle originaire défini au BPU.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, chaque Bénéficiaire pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution par défaut aux frais et risques du Titulaire, le Titulaire étant dans cette hypothèse réputé avoir manifesté sa défaillance du fait de son incapacité à proposer un produit de substitution.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du GCS GRAM. Cet accord préalable, daté et signé par l'administrateur du GCS GRAM, par courrier recommandé ou par tous moyens.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

4.5 Evolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire aura la possibilité, après accord notifié du mandataire par avenant de marché, de remplacer les produits faisant l'objet de l'accord-cadre par des produits plus performants ou d'y inclure des produits similaires de même technologie ou de technologie nouvelle. Le titulaire fournira tous les documents faisant preuve de l'évolution technologique à l'origine de la substitution. Le prix du produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans l'accord-cadre en application de l'article 6 de ce présent document.

4.6 Assurances

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité du Titulaire après réception du matériel

4.7 Communication

Toutes les communications entre le Titulaire et le coordonnateur, écrites ou orales, se font en langue Française. Cette condition est étendue dans le cas de livraisons effectuées par une Société de Transport étrangère. Le Titulaire prend dans ce cas, toutes dispositions nécessaires au respect de cette clause.

A défaut, tout retard généré par les problèmes de communication exposera le titulaire à des pénalités.

4.8 Fait de grève

En cas de grève, le candidat s'engage à assurer par tous les moyens possibles, faute de quoi, il sera soumis aux pénalités de retard.

4.9 Barrière de dégel

La pose de barrière de dégel ne doit en aucun cas suspendre les livraisons dans les différents Etablissements. Le titulaire du marché doit obligatoirement :

- Soit obtenir les dérogations nécessaires auprès de l'autorité préfectorale,
- Soit utiliser des véhicules nécessaires au tonnage indiqué dans l'arrêté préfectoral,
- Soit mettre en œuvre avec l'accord des établissements du GCS GRAM, une solution de remplacement

4.10 Transport

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire.

4.11 Qualité environnementale et sociétale

Le GCS attend de la part du titulaire un haut niveau d'exigences, notamment sur le plan de la consommation en eau et énergie, des rejets d'effluents gazeux et liquides. Un bilan carbone des processus de production et d'approvisionnement sera demandé périodiquement au titulaire, ainsi que le taux de déchets de matières premières issu de la production.

ARTICLE 5 : Opérations de vérification

5.1 Généralités des opérations de vérifications

Elles seront effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 à 25 du CCAG/FCS.

Les fournitures seront contrôlées par un ou plusieurs représentants de chaque établissement.

Les fournitures non conformes seront reprises et leur remplacement devra être assuré dans un délai fixé par l'établissement concerné en fonction de l'urgence.

Faute de remplacement des fournitures dans un délai fixé, il pourra être fait application des articles 36 ou éventuellement 32 du CCAG/FCS relatifs à l'exécution de la fourniture aux frais du titulaire et à la résiliation à ses torts du marché.

5.2 Les vérifications qualitatives et quantitatives

Conformément aux articles 22 à 24 du CCAG FCS

La vérification qualitative portera sur :

- la conformité du produit par rapport au bon de commande,
- la conformité aux prescriptions du C.C.T.P

La vérification qualitative a pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché ou de la commande, et en particulier aux caractéristiques des produits telles qu'elles sont énoncées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et notamment :

- Produits en provenance des établissements ou ateliers de fabrication visés au marché (conformité de l'étiquetage),
- Qualité fournie conforme,

Elle porte aussi sur :

- L'homogénéité de la livraison
- Les conditions de transport et de livraison (salubrité, propreté),
- L'état des produits : La fourniture n'a pas dû subir, depuis sa préparation, de détérioration ou d'altération susceptible d'en diminuer la salubrité,
- L'état des conditionnements et des emballages
- L'étiquetage,
- La traçabilité : prise en compte au titre de la réglementation en vigueur.

La vérification quantitative portera sur les quantités livrées et facturées au regard des bons de commande.

La quantité net total de la marchandise livrée doit correspondre à celui repris sur le bordereau de livraison et donc à la quantité.

Si la quantité livrée est inférieure à la quantité reprise sur le bordereau de livraison donc facturé, la marchandise pourra être soit refusée, soit acceptée après refaction du déficit de quantité, en présence et après signature du réceptionnaire et du livreur.

Quel que soit le cas constaté, une non-conformité « réception » sera déclenchée par le réceptionnaire, soit auprès du livreur (Réserves sur le bordereau de livraison), ou par fax auprès du fournisseur.

- **Santé des personnels du titulaire**

Le titulaire du marché veille à ce que son personnel de livraison soit en bonne santé tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, afin d'éviter tout risque de propagation de maladies infectieuses à l'occasion d'un transport. Il devra disposer des EPI lui permettant d'assurer sa sécurité lors des opérations de déchargement : chaussures, gants, ...

5.3 Décisions après vérification

Conformément à l'article 24 du CCAG/FCS, si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée par le titulaire du marché ou son représentant sous réserve des vices cachés éventuels.

L'admission est matérialisée par le bulletin de livraison (et son duplicata) qui, visé par signature ou cachet du responsable ou son représentant, vaut procès-verbal d'admission sous réserve des vices cachés.

- **Vérification qualitative non conforme** : Si le produit ne répond pas aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée dans les conditions déterminées par le présent cahier, il peut être refusé et doit alors être remplacé dans les 24 heures sur mise en demeure verbale du titulaire par la personne responsable du marché ou son représentant.

Toutefois, compte tenu de la nature du défaut constaté, la personne responsable du marché peut admettre le produit avec refaction de prix déterminée d'un commun accord.

Le défaut d'accord entraîne le rejet de la fourniture.

- **Vérification quantitative non conforme** : Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le représentant légal de chaque établissement peut mettre le titulaire en demeure soit de reprendre immédiatement l'excédent, soit de compléter la livraison

dans les délais qui lui sont prescrits, à concurrence de la quantité prévue par le bon de commande.

En cas de non-conformité entre le bulletin de livraison et la fourniture livrée, le dit bulletin et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties.

Les contrôles qualitatifs portent sur :

- La fourniture, objet du contrôle, correspond à la commande, en particulier aux caractéristiques des produits telles qu'elles sont énoncées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et dans le BPU du lot concerné
- La fourniture n'a subi, depuis sa préparation, aucune détérioration ou altération susceptible d'en diminuer la salubrité
- La conformité du moyen de transport
- Les emballages et les contenants ont conservé leur intégrité et qu'ils sont en parfait état de propreté
- Les indications réglementaires soient portées sur l'étiquetage

Les fraudes et vices cachés seront signalés au fournisseur dans les plus brefs délais, ainsi qu'à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) compétente en matière de consommation, de qualité et sécurité des produits et services.

Dans le cas de répétition de livraisons non conformes, quel qu'en soit le motif, une mise en demeure écrite pourra être adressée au fournisseur de se conformer aux prescriptions de son accord-cadre, fournisseur qui s'exposera en outre aux mécanismes coercitifs définis au CCAP (pénalités, résiliation de bons de commande et/ou de l'accord-cadre,...).

Les bons de commande résiliés pourront en outre être à exécuter aux frais et risques du titulaire concerné.

Cas de non-conformité :

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés dans leur emballage d'origine au titulaire concerné, aux frais de celui-ci ; il a la charge complète de les remplacer dans les délais et selon les modalités de livraison contractuels. Pour les produits volumineux, le titulaire s'engage à procéder à la mise au point sur place ou à les échanger. Les frais liés au remplacement de ces produits défectueux sont à la charge du titulaire.

5.4 disponibilité des produits

En cas de rupture d'approvisionnement de produits, le titulaire pourra proposer un produit de substitution à l'établissement demandeur. Sans acceptation, le titulaire ne pourra pas livrer le produit de substitution.

De plus, l'indication d'une marque constitue un engagement de l'opérateur économique à livrer les produits de cette marque pendant toute la durée d'exécution du marché.

En cas d'un arrêt de commercialisation d'un produit de la marque proposée, le titulaire du marché s'engage à fournir un modèle de substitution, dans les conditions cumulables définies ci-après :

- la qualité du produit devra être égale ou supérieure au produit dont l'arrêt de commercialisation est constaté,
- le prix de vente du produit de substitution ne pourra être supérieur à celui du produit initialement retenu et figurant dans le bordereau de prix unitaires.

Ce changement de marque sera obligatoirement soumis à l'approbation du coordonnateur et/ou le responsable produit après envoi de fiches techniques. Le titulaire ne pourra en aucun cas imposer unilatéralement une nouvelle marque.

ARTICLE 6 : Détermination des prix

6.1 Dispositions générales

Le titulaire prendra toutes ses dispositions auprès de ses fournisseurs et/ou fabricants afin de garantir les tarifs durant la première année. En aucun cas, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque augmentation pendant cette période.

6.2 Forme et contenu des prix

Les marchés sont traités à prix unitaires avec 6 chiffres après la virgule maximum.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la marchandise. Les frais afférents au conditionnement et à l'emballage doivent être inclus ainsi que ceux liés au transport jusqu'au lieu de livraison.

Pour l'ensemble des lots, les adhérents devront respecter un minimum de commande. En dessous de ce montant, le candidat indiquera dans son bordereau de prix les frais de port imputable à l'adhérent. Par conséquent, le bordereau de prix sera complété en prenant en compte cette demande.

Les palettes ne seront aucunement refacturées aux adhérents du GCS GRAM en cas de vol ou de détérioration. Chaque fournisseur est responsable de son propre matériel.

6.3 Révision des prix

Les prix sont révisibles tous les 6 mois pour l'ensemble des lots au-delà de la première année d'exécution des prestations de l'accord-cadre par application de l'ajustement en référence au tarif public du titulaire de l'accord-cadre (tarif valable pour l'ensemble de sa clientèle). Toute demande de révision est accompagnée de justificatifs détaillant la nécessité de l'évolution demandée. L'application d'une révision des prix ne se fait que sur acceptation expresse du GCS, qui peut demander des pièces justificatives supplémentaires.

Le Titulaire notifie au GCS sa demande de révision des prix accompagnée d'un BPU des prix révisés au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre ou deux mois avant chaque date de révision semestriel, par lettre recommandée avec accusé de réception et email à l'attention de l'acheteur en charge du suivi de l'accord-cadre, à l'adresse suivante :

GCS GRAM
Centre Hospitalier Simone Veil
Avenue Léon Blum - 60 021 Beauvais CEDEX

Toute demande de révision adressée tardivement est rejetée d'office, sauf décision contraire du GCS.

Le cas échéant, le Titulaire complète sa demande par l'envoi du(des) catalogue(s) général(aux) tarifié(s) à jour, à l'adresse mail de l'acheteur en charge du suivi de l'accord-cadre. Le Titulaire fournit un document Excel qui comporte les mentions suivantes :

- N° et intitulé du lot
- Référence et nom du produit
- Prix HT
- Prix TTC indiqués dans le BPU d'origine
- Pourcentage de réduction (taux de remise) tel que prévu au BPU d'origine
- Prix remisés BPU d'origine
- Par année, le nouveau prix catalogue des références
- Le nouveau prix remisé par référence

Le GCS accuse bonne réception de l'email.

L'entrée en vigueur des prix révisés ne peut intervenir qu'à compter de la complétude de la demande de révision et de l'acceptation de celle-ci par le GCS et au plus tôt à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Sous réserve de l'acceptation des prix révisés par le GCS, ces derniers sont appliqués à l'ensemble des bons de commande émis par les Bénéficiaires à compter de la date d'entrée en vigueur de la révision. A titre exceptionnel, en cas de tardiveté du traitement de la demande de révision par le GCS ou en cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde, la révision peut présenter un caractère rétroactif et s'appliquer à des bons de commande en cours d'émission.

Les Bénéficiaires sont informés par le GCS de la révision et de sa date d'effet par un courrier d'acceptation auquel le BPU comportant les prix révisés est annexé.

6.4 Révision exceptionnelle- imprévision

La clause de révision est mise en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Le titulaire du marché pourra formuler une demande de modification temporaire des prix s'il démontre un bouleversement de l'économie générale du contrat en cas de poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre initiale au regard des indices listés ci-après.

La variation des indices est calculée avec la formule :

$$\text{indice révision} / \text{indice DLRO}$$

Si les indices ci-dessous excèdent la variation indiquée en dernière colonne, le fournisseur et le pouvoir adjudicateur se réunissent afin de discuter les modalités d'une révision des prix exceptionnelle : Type d'indice	Indice de référence	Source de l'indice	Seuil de variation minimum
Frêt maritime	Baltic Dry Index B0200	https://www.usinenouvelle.com/indices/baltic-dry-index-B0200	+/-50%
Transport routier France	CNR	https://www.cnr.fr/espaces/6/indicateurs/26	+/-50%
Coût de production - France	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764271	+/-50%
Latex	Caoutchouc naturel B6119	https://www.usinenouvelle.com/indices/indices-des-prix-internationaux-des-matieres-premieres-importees-caoutchouc-naturel-en-euros-B6119	+/-10%
PVC	PVC - N0806A	https://www.usinenouvelle.com/indices/pvc-indice-N0806A	+/-10%
Pétrole	Pétrole - E1913	https://www.usinenouvelle.com/indices/petrole-panier-de-reference-opec-E1913	+/-10%
Electricité	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises consommatrices finales	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764291	+/-50%
Emballage	Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 17.21 – Papier et carton ondulés, et emballages en papier ou en carton	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765336	+/-50%

6.5 Offre promotionnelle

Si les produits de cette consultation font à une époque quelconque de l'année, l'objet d'un prix attractif ou promotionnel, le prix facturé par le titulaire du lot concerné ne pourra être supérieur à ce prix promotionnel. Toutes les clauses du présent CCAP s'appliquent alors à ces produits à prix intéressants.

A l'appui de son offre, le titulaire devra fournir un catalogue et un tarif en vigueur au moment de la remise des offres. Il proposera une remise sur son tarif. Cette remise restera ferme durant la durée totale du marché.

Le titulaire doit informer les établissements du GCS GRAM des offres promotionnelles.

6.6 Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation des prix supérieure à 2 % par an, l'augmentation s'appréciant par ligne de produit du BPU et non au global, le GCS est autorisé à rejeter en tout ou partie la demande de révision. Il en informe le Titulaire dans les meilleurs délais. Dans le cas où le Titulaire entend maintenir sa demande de révision, ou s'il accepte de limiter l'augmentation du ou des prix concernés au taux susmentionné de 3%, il notifie sa décision en ce sens au GCS dans un délai de 15 jours. Le silence gardé par le Titulaire sur la décision de rejet du GCS à l'issue de ce délai de 15 jours rend celle-ci définitive et il est fait application des prix non révisés.

Dans le cas où le Titulaire maintient sa demande de révision, le GCS est en droit de résilier l'accord-cadre en tout ou partie (cette résiliation peut être limitée à tout ou partie des références concernées par le dépassement du taux de 3%).

Dans le cas où le Titulaire limite l'augmentation au taux de 3%, le silence gardé par le GCS sur cette décision vaut acceptation passé un délai de 15 jours à compter de sa réception.

ARTICLE 7 : Exécution aux frais et risques du titulaire et pénalités

« En cas de retard, refus de livraison ou de non-remplacement d'un ou plusieurs produits ayant fait l'objet d'un rejet, chaque adhérent se fournira là où il le jugera utile dès lors que ce dernier aura prouvé par tout moyen la défaillance récurrente du titulaire. Ainsi par dérogation à l'article 36 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques pourra se réaliser sans résiliation préalable du marché. Ainsi l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire est à la charge exclusive du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Pénalités :

Chaque adhérent pourra appliquer les pénalités suivantes :

- Retard de livraison (partielle ou totale) selon les délais de livraison indiqués dans l'offre du titulaire : 5% du montant total de la commande par jour ouvré de retard

➤ **Pénalités en cas de non-respect des données liées au bilan carbone et au taux de déchets de matières premières issu de la production**

Le Titulaire aura communiqué, lors de la présentation de son offre ou au plus tard lors des deux semaines suivant la notification de l'accord-cadre, un bilan carbone des processus de production et d'approvisionnement, ainsi que le taux de déchets de matières premières issu de la production.

En cas de non-tenue des valeurs annoncées dans les offres, le pouvoir adjudicateur adressera une mise en demeure de procéder à toute mesure permettant de corriger la situation dans un délai approprié.

En cas de persistance du manquement, le Titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par manquement identifié.

➤ **Pénalités en cas de non-respect des exigences de qualité technique des équipements**

En cas de constat d'un taux de non-conformité significatif s'agissant de la qualité technique des équipements, le pouvoir adjudicateur adressera une mise en demeure de procéder à toute mesure permettant de corriger la situation dans un délai approprié.

En cas de persistance du manquement, le Titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

➤ **Pénalités en cas de non-respect répété des délais de livraison**

Indépendamment de la pénalité prévue au présent CCAP, en cas de constat du non-respect significatif et répété des délais de livraison, le pouvoir adjudicateur adressera une mise en demeure de procéder à toute mesure permettant de corriger la situation dans un délai approprié.

En cas de persistance du manquement, le Titulaire encourt une pénalité de 5 000 €.

Livraison non conforme à la commande (substitution d'un produit par un autre sans information préalable, palettisation défectueuse, mauvaise qualité) : 10% du montant total de la commande. »

ARTICLE 8 : Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement (ATTRI 1), le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant minimum du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande.

Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique.

- Cette avance est égale à 5% du montant initial, toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.
- Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 : Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 à R2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 10: Acomptes et règlement partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés après réception définitive, au titulaire, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, sous réserve des dispositions de l'article R2191-21 et R2191-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 : Paiement – établissement de la facture

12.1 Mode de règlement

Le financement est assuré par les fonds propres de chaque établissement adhérent au GCS GRAM, sur leur budget d'exploitation propre.

Le délai global de paiement, fixé selon les dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du code de la commande publique, ne pourra pas excéder :

- Cinquante (50) jours pour les établissements de santé
- Quarante-cinq (45) jours pour les établissements de santé privés d'intérêt collectif
- Trente (30) jours pour les établissements publics sociaux ou médicaux sociaux

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par les établissements concernés du GCS GRAM.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

11.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures sont déposées de manière électronique sur le portail CHORUS PRO ou envoyées au format papier directement aux établissements du GCS GRAM selon les conditions mentionnées aux paragraphes A et B ci-dessous.

Attention, le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le non-respect des consignes ci-dessous entrainera le renvoi systématique des factures et suspendra le paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2017, toute structure publique est dans l'obligation de réceptionner toute facture par voie électronique.

Le dépôt de la facture électronique est rendue progressivement obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 en fonction de la taille des entreprises. Cependant toute entreprise peut choisir la facturation électronique dès le 1^{er} janvier 2017.

Une solution technique mutualisée sous la forme d'un portail dit « CHORUS PRO » permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mis à disposition gratuitement des fournisseurs.

Le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 fixe les modalités d'application des nouvelles obligations de transmission et d'acceptation des factures électroniques, prévues par [l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014](#) relative au développement de la facturation électronique. L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission : Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour plus d'informations, vous pouvez accéder au site : <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre des établissements du GHT doivent comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les bons de commande émis par l'établissement mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

11.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 : Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13: Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code, des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées dans l'hypothèse suivante :

- 1) En cas d'évolution technique et réglementaire telle que prévue à l'article 20.01 ci-dessus ;
- 2) En cas d'ajout d'un nouvel adhérent de la centrale d'achat du GCS parmi les Bénéficiaires,
- 3) En cas de cession ou fusion du Titulaire ;
- 4) En cas de mise en oeuvre d'un plan de progrès ;
- 5) En cas d'ajout dans le BPU d'un produit non prévu initialement, dans la mesure où il correspond à un besoin récurrent des Bénéficiaires ou à un type de fournitures non prévu ;
- 6) En cas de complément ou d'évolution de gamme de produits/prestations prévue dans le BPU, le Titulaire peut proposer de nouveaux produits/prestations ou compléter/ modifier ou remplacer les produits/prestations qu'il avait proposés initialement, par des produits/prestations équivalents jugés au moins aussi performants ou plus adaptés aux besoins. A cet effet, le Titulaire communique au Resah les documents suivants sur les prestations et/ou produits concernés :

- Les fiches techniques et, le cas échéant, les certificats de marquage CE,
- Les prix,

Le cas échéant la production des documents certifiant du respect des normes et des exigences formulées a minima au CCTP.

Si un prix équivalent ne peut être maintenu, le Titulaire communique au GCS tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Si la demande de modification ou d'ajout

est acceptée, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans le « BPU » par le biais d'un avenant.

6) En cas de changement de produit inadapté. Dans le cas où certains produits s'avèrent

Pendant l'exécution du marché, des établissements ne faisant pas partie du présent marché ou n'ayant pas adhéré au GRAM au moment de la notification sont susceptibles de pouvoir bénéficier de ce dernier.

Pour cela, le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause, au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité du marché du nouvel établissement adhérent.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'une modification de marché qui précisera la date de début d'exécution du marché pour le nouvel établissement concerné avec le titulaire du marché, les produits ou services concernés avec quantités prévisionnelles et les conditions de livraison.

ARTICLE 14 : Résiliation

Il peut résilier le marché avant l'achèvement de celui-ci, de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, dans les cas suivants :

- Soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG-FCS
- Soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS, avec possibilité d'exécution aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.
- Soit dans le cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du CCAG-FCS
- Soit à la fin de chaque période anniversaire du marché, sous réserve de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant l'échéance de la période contractuelle
- Selon les dispositions des articles R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222.5, D.8222.7 et D.8222.8 du code du travail.

La résiliation pour faute du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

En complément du chapitre 6 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché dans les cas suivants :

- Inexactitude, incomplétude ou refus de fourniture des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3, R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.
- Défaillance(s) dans l'exécution du marché ayant causé un préjudice substantiel au Centre Hospitalier ;
- En cas de carence manifeste. Cette carence est constatée lorsque le titulaire s'avère durablement incapable de faire face à ses obligations contractuelles. Cette résiliation ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

Si le montant des pénalités s'élève sur un exercice complet à plus de 20% du montant annuel révisé des prestations (pour l'ensemble du marché), le marché sera résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans aucune indemnité pour le titulaire.

Il est rappelé que dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter le tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou aux bons de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter le marché par un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur, de son impossibilité d'exécution ainsi que la date de reprise de l'exécution. A défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution chez un autre fournisseur, et le titulaire en supportera les conséquences financières.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision notifiée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement adhérent, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre de recette émis à son encontre par les services financiers de l'établissement adhérent.

A compter de sa mise en place, l'exécution par un tiers exempt le titulaire des pénalités de retard mentionnées à l'article 18 du présent C.C.A.P.

De plus, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, de plein droit et sans mise en demeure préalable, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnité, dans les cas suivants :

- Lorsqu'une dégradation de la qualité des prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue par le marché malgré l'information du GRAM
- En cas de non-respect répété des délais d'intervention et insuffisance du service rendu
- En cas d'accroissement des prix non justifiés.
- En cas d'erreurs de facturation répétées
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,
- En cas d'avantage préférentiel accordé à un ou plusieurs adhérents dans le cadre du présent marché quel qu'en soit l'objet et non accordé à l'ensemble du groupement dans son offre,
- En vertu de la clause de sauvegarde,
- En cas de mauvaises exécutions répétées.

L'administrateur du GRAM pourra également prononcer la résiliation du marché :

- En cas d'évolution majeure de la réglementation
- Pour motif d'intérêt général

Dans les deux cas et par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : Attribution de compétence

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'AMIENS, la loi française étant la seule compétente et les tribunaux français seuls compétents.

A peine de forclusion, tout différend entre le titulaire et le GRAM dans l'exécution du marché, doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation qui doit être communiqué au pouvoir adjudicateur et au pilote par tout moyen permettant de donner date certaine à cette communication, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le différend est apparu. Le gram dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision au titulaire.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au candidat ou au titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'AMIENS.

Redressement ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article L.2141-12 du Code de la commande publique, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de la survenance d'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 : Obligations du titulaire

Le GCS apportera une attention particulière en ce qui concerne les processus de justification et de contrôle du respect des normes, notamment à travers la qualité des processus de production. Une visibilité sera demandée sur les processus de contrôle qualité internes et de maintenance des moyens de production. Il sera précisé que le GCS se réserve la possibilité de demander à tout moment les documents de contrôle qualité.

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Obligation du titulaire concernant la loi sur la Protection de données personnelles (RGPD) :

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen du conseil du 27 avril 2016, le titulaire est soumis aux obligations suivantes :

« Le traitement par un titulaire est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le titulaire à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement. Ce contrat ou cet autre acte juridique prévoit, notamment, que le titulaire :

- a) ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis; dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;
- b) Veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- c) Prend toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 ;
- d) Respecte les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 pour recruter un autre titulaire ;
- e) Tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III ;
- f) Aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du titulaire ;
- g) Selon le choix du responsable du traitement, supprime toutes les données à caractère personnel ou les renvoie au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel;
- h) Met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. »

ARTICLE 17 : Clauses complémentaires

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché, affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société ;
- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes modifications importantes concernant le fonctionnement de la société.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, l'avenant de transfert est subordonné à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents suivants :

- Les personnes ayant pouvoir à engager la société ;

- La forme juridique de la société ;
- La raison sociale et l'adresse du siège ;
- Le capital social ;
- La domiciliation des paiements ;
- Toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Détachement des salariés étrangers

Conformément aux articles D8222 ou D8222-7 et D8254-2 du code du travail, le titulaire du marché devra fournir, tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (selon imprimé DC6) rubrique A1 et A2 ainsi que la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail.

Conformément à la loi du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, les employeurs établis à l'étranger (titulaire ou sous-traitants), qui détachent des salariés en France, doivent fournir, avant le début d'exécution des prestations et avant le début de chaque détachement, une copie de la déclaration de détachement conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant leur représentant en France mentionné à l'article R 1263-2-2 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure notifiée par écrit restée infructueuse dans un délai de 15 jours, le Pouvoir Adjudicateur

établira un Ordre de service d'arrêt. A la suite de cet Ordre de service d'arrêt, le titulaire du marché disposera à nouveau d'un délai de 15 jours pour fournir l'ensemble desdits documents, à défaut, le marché sera résilié au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le GCS GRAM ne disposant pas forcément des documents prévus à l'annexe III de l'arrêté du 10 Octobre 2000, la première vérification est conduite comme une vérification initiale en accord avec le service. Le Titulaire devra procéder à la réalisation et à la mise à jour annuelle des schémas unifilaires, et aider le GCS GRAM à constituer le dossier technique des installations électriques prévu à l'annexe susmentionnée.

ARTICLE 19 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont les suivantes :

L'article 3 du marché déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 7 du marché déroge à aux articles 14.1 et 36 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 14 du marché déroge à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.